

Lire en page 4.

Les leçons de la grève patriotique du 9 janvier

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 1^{re} INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e) - Téléphone : Suffren 62-31

C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

NI POUR WASHINGTON, NI POUR MOSCOU

C'est contre la hausse, la répression et la guerre que les travailleurs veulent s'unir et combattre : Election démocratique des Comités d'Unité d'Action !

Les conditions de vie des travailleurs ont subi une brusque aggravation, depuis l'intervention impérialiste en Corée et l'accroissement du réarmement, comme le montrent les indices officiels que nous publions par ailleurs.

25 janvier 1951

CONFERENCE NATIONALE POUR L'UNITÉ et la démocratie syndicales

Le 25 février 1951 se tiendra à Paris, salle Lancy, la première Conférence nationale pour la Démocratie et l'Unité Syndicales.

Cette conférence est ouverte à tous les syndicats : C.G.T., C.F.T.C., F.O., Autonome, C.N.T., et aux inorganisés qui pourront s'y rendre soit délégués par leurs camarades de travail, soit en observateurs.

La règle directrice de la conférence sera la démocratie la plus complète. C'est pourquoi, avant le début des travaux, nous tiendrons des réunions publiques sur le problème de l'Unité.

Lire en page 3 : « VIET-NAM : 5 ANNEES DE LUTTE »

LES 18 MOIS

vous par ceux qui les subissent

Un jeune travailleur récemment revenu de Versailles ou il a été incarcéré pendant 13 mois, nous a fait part de son expérience. Lorsque la loi des 18 mois fut votée, la colère dans les casernes était grande bien qu'elle ne fut pas manifestée d'une manière organisée.

de la hausse des prix. Les protestations, les débrayages deviennent plus nombreux et, contre-coup symptomatique, sous la pression, même diffuse, des ouvriers, les divers syndicats doivent s'allier ou agir simultanément.

Ce qui permet au patronat de porter des coups aux "travailleurs", à leurs libertés, chez les boulangers, chez les boueux, à la Sécurité sociale, etc... Cette résistance s'organise contre une brimade, contre les licenciements pour activité syndicale, ou pour une revendication de salaire.

Ce qui freine avant tout le développement et l'élargissement de la résistance ouvrière vient de la scission des dirigeants et de la méfiance des travailleurs à leur égard, quels qu'ils soient.

La discussion démocratique entre les travailleurs, la désignation par eux-mêmes dans chaque équipe ou atelier des délégués aux Comités d'Unité d'Action, le contrôle de ceux-ci par leurs mandants deviennent ainsi non des revendications morales mais une nécessité pratique pour ne pas être écrasé par le patronat.

En même temps, la reconstitution de l'unité du front prolétarien serait un tel renforcement de la classe ouvrière et autour d'elle de toutes les masses laborieuses qu'il deviendrait extrêmement difficile sinon impossible pour la bourgeoisie et ses agents de poursuivre ses guerres coloniales et les préparatifs de la troisième guerre mondiale.

Un soldat nous a dit que dans son régiment une propagande habile et persévérante était menée pour recruter des volontaires pour l'Indochine. D'abord une série de conférences appelant les jeunes sol-

dières en Assemblée générale pour examiner la situation. On ne peut être plus clair. A la première occasion nous rompons l'unité.

Ceux du Métro combattent pour leurs justes revendications

De nombreux débrayages partiels et limités se sont produits ces derniers semaines, sur les lignes d'autobus, et dans plusieurs dépôts.

L'ombre de la politique des blocs

Les travailleurs du métro hésitent cependant à entamer une grève totale et illimitée. Bien qu'ils savent que les mouvements partiels n'arracheront pas leurs revendications.

Le gouvernement met en circulation les bruits d'une nécessaire augmentation des tarifs des transports parisiens dans le but de créer un climat défavorable à l'action des travailleurs de la R.A.T.P.

CONTRE EISENHOWER

Le P.C.I. a appelé les travailleurs à décider démocratiquement eux-mêmes de l'organisation de la manifestation.

LES PEUPLES PLUS FORTS QUE MAC-ARTHUR

Toutes sortes de commentaires ont été faits par les spécialistes militaires pour expliquer la débâcle des armées en Corée. De la faiblesse du service de renseignements américain à la trop bonne qualité des armements américains, en passant par la mésentente entre généraux, chacun a donné sa version.

Comment n'en serait-il pas ainsi ? Le regroupement de l'ensemble du personnel au sein de comités d'unité d'action nécessite la garantie que ces comités auront une vie démocratique et indépendante, que nul n'en sera exclu, qu'ils dirigeront eux-mêmes l'action.

Effectivement, dans la pratique, ils excluent des comités d'unité d'action les militants ouvriers qui n'entendent pas mettre ces comités à leur remorque — ainsi que cela s'est fait au dépôt de Vaugirard.

Toutes ces pratiques des dirigeants C.G.T. permettent d'entendre les dirigeants des autres syndicats de développer leurs propres manœuvres.

CONTRE EISENHOWER

Le P.C.I. a appelé les travailleurs à décider démocratiquement eux-mêmes de l'organisation de la manifestation.

La réalité de la défaite s'est imprimée dans la conscience des G.I.'s : c'est la défaite d'une armée moderne, supérieurement équipée, en face de la révolution. L'insuffisance du service de renseignements ? c'est la preuve que tous les Coréens, au sud comme au nord du 38^e parallèle, sont pour la défaite de l'impérialisme et des sbires de Syngman Rhee.

UN NOM SUR LA CARTE

La décomposition profonde du monde impérialiste est mise à jour. En en est réduit à pulvériser l'un après l'autre les villages de Corée, à carboniser au napalm les hommes, les villages et les champs, à laisser derrière lui sa traînée de sang et de destruction.

FAVRE-BLEIBREU.

S U I T E P A G E 3

Irving Brown à Marseille ou le "syndicalisme" à la mitraille

La presse bourgeoise n'a pas manqué de signaler la création, à Marseille, d'un « Comité méditerranéen des marins et dockers », affilié à l'Internationale syndicale de la libre. Ce Comité, créé à l'instigation de Ferri-Pisani, secrétaire de la Fédération F.O. des marins et dockers, aurait, nous dit-on, pour but de s'opposer à la « terreur communiste » et d'assurer le déchargement des armes envoyées par les U.S.A.

S U I T E P A G E 2

SUR LE FRONT OUVRIER

LES LEÇONS DE LA GRÈVE PATRIOTIQUE DU 9 JANVIER

Nous publions ci-dessous un certain nombre d'informations sur la préparation de la « grève patriotique » du 9 janvier.

La manifestation devant l'Élysée de l'appel du P.C.F. a échoué. Il fallait donner à la « grève patriotique » l'aspect d'une manifestation descendue par la base. D'où l'utilisation d'une usine où l'influence du P.C. reste grande pour lancer un appel à tous les travailleurs, convaincus que le comité représentatif de toutes les entreprises, de tous les quartiers, de toutes les organisations. Formellement c'était la convocation d'un Comité d'Action ou d'un Soviet de la région parisienne. Finalement, en raison de la situation actuelle et de l'empresement bureaucratique des organisations, cette assemblée ne pouvait grouper qu'une petite avant-garde ouïssière. Les interventions furent surtout celles

des dirigeants. L'appel à la grève patriotique, numérisé, fut lu par l'Assemblée ait pu en discuter. Le résultat d'une telle façon d'opérer est très simple; le mouvement échoua; non seulement, il y eut peu de débrayage, non seulement, la plupart des syndicats C.G.T. ne firent pas grève, mais même il y eut du tirage chez les ouvriers du P.C.F.

Or la grande majorité des travailleurs est contre la préparation de la grève pour les revendications immédiates, aurait pu rencontrer un large écho.

Mais pour cela, il aurait fallu prendre le temps de mener une agitation pour un véritable front unique contre

la menace de guerre. Il aurait fallu sortir du cadre des organisations actuelles. Il aurait fallu permettre aux ouvriers de s'exprimer librement sur tout ce qui concernait l'action à mener.

La politique de la direction stalinienne, imposée par les besoins de la diplomatie du Kremlin, exigeait des actions pour le « communiqué » indépendamment de leurs résultats immédiats et des conséquences pour le développement de la lutte des classes en France.

Les résultats sont clairs : inefficacité de cette politique pour réaliser un front unique des travailleurs, inefficacité dans la lutte contre la guerre; affaiblissement et désorientation de militants d'avant-garde.

Une telle politique favorise le capitalisme et ses préparatifs de guerre.

Chez RENAULT

Unité d'action contre la baisse des temps

Le mardi 16 janvier, des chronométristes descendirent à l'atelier 5555 pour prendre un temps sur les rouleuses. Pendant quelques minutes ils chronométrèrent deux ouvriers mais, en pleine poussée de « conscience professionnelle » et sans doute peu satisfaits du résultat obtenu, l'un d'eux se mit lui-même sur la machine en faisant prendre son temps par son collègue. Un des ouvriers du coin tenta une démarche pour que la maîtrise du secteur s'interpose, une telle pratique abusive était nouvelle dans le département.

Comme prévu il se fit renvoyer par le contre-maître au chef d'atelier et prié par celui-ci d'avoir à retourner à son travail.

Immédiatement l'équipe des rouleuses arrêta les machines, bien décidée à cesser le travail tant que le « démonstrateur » serait présent.

L'attitude des camarades du montage, beaucoup plus nombreux, frôla le combatif. Les ouvriers des unités des ouvriers dès qu'il s'agit de défendre vraiment leurs intérêts. Spontanément il débrayèrent pour appuyer leurs camarades des rouleuses. Le résultat ne se fit pas attendre. Le chef d'atelier sorti de sa « cage » et le démonstrateur dut plier bagages, pendant qu'un camarade se faisait prendre à parti et menacer comme « meneur » par la maîtrise.

Cette victoire d'atelier est bien sûre : contre nos temps menacés l'unité des ouvriers est la liberté de ceux qui travaillent et non une équipe de « démonstrateurs de choc » qui peuvent pendant un court temps faire la conscience de tous. Le débrayage, unanime et spontané, même court - un quart d'heure en gros - a payé et la direction devra réfléchir à son effet d'échec. Les mêmes questions, par dessus les divergences syndicales ou politiques, malgré la fatigue de bon nombre d'ouvriers et de la direction les travailleurs retrouvent toute leur combativité intacte dans la lutte et l'unité.

Extrait de « LA VERITE RENNAULT » n° 27 du 24 janvier 1951.

A NEUVES-MAISONS

L'accord de salaires signé par F.O. et les patrons le 15 décembre a eu un certain retentissement dans les usines qu'il a surtout dénoté l'attitude des dirigeants F.O. Dans une certaine mesure, cet accord de salaires a eu pour effet d'éveiller chez les combattifs ouvriers et effectivement les ouvriers cherchaient confusément comment réagir. Cela c'est traduit par :

A l'atelier centrale les ouvriers de l'acier menèrent, depuis un mois une sorte de grève. Ils n'ont exactement, ces ouvriers qui travaillent au rendement, ont décidé de travailler en « régime ». Ils ne sont pas en train de travailler, mais ils ne démissionnent pas, ils déposent tout au plus de 24 ou 5 francs les salaires garantis décaissés d'accord du 15 décembre.

Le même mouvement a été lent au finissage, mais a été de très courte durée. Les raisons de l'échec : la nature du travail, qui se prête mal à la grève, et le personnel d'atelier un peu bureaucratique dont a été lancé le mouvement par les délégués.

A l'acierie Martin, une grève, d'une durée de 24 heures a eu lieu le 26 décembre à l'occasion de la mise à pied d'un ouvrier pour 5 heures.

A l'acierie Thomas, les déchargeurs de chaux ont fait une grève de quelques heures, à l'issue de laquelle ils ont obtenu une augmentation de salaires, sous forme de relèvement des prix du tonnage (6 à 8 francs de l'heure).

Dans les autres services on note un mécontentement certain, mais assez confus, qui ne se manifeste pas par une action parce qu'il manque une direction capable d'orienter et de coordonner cette action.

A la suite de l'accord du 15 décembre la C.G.T. a lancé la revendication du taux d'affûtage égal au salaire garanti, les primes s'y ajoutant. Sur le plan local de l'usine, cette revendication a la faveur des ouvriers (nous la soutenons), mais elle est posée service par service et chacun de ces services a ses moyens de revendication. A noter que le syndicat C.G.T. n'a même pas tenté une Assemblée générale des ouvriers, qui aurait certainement eu un grand succès.

Au point de vue départemental, en dehors d'une grève d'une journée à Momecourt, nous n'avons pas connaissance de faits saillants.

Dans l'usine vient de paraître le n° 11 de « l'Unité d'Action » l'organe du comité pour l'Unité d'Action des métallurgistes de Neuves-Maisons qui dit notamment en tirant les leçons des mouvements dans l'usine :

« Ces mouvements partiels se manifestent sous des formes diverses, démontrent la volonté des ouvriers de ne pas accepter leur misère actuelle et font la preuve que lorsque les revendications sont déterminées par les ouvriers eux-mêmes et les moyens d'action décidés démocratiquement, sans mouvement possible de telle ou telle organisation, l'unité se fait facilement entre travailleurs de toutes tendances.

Le bulletin convoque tous les travailleurs à venir apporter leur point de vue sur le meilleur moyen de réaliser l'unité d'action dans une réunion publique et contradictoire.

Chez FACEL (Colombes)

Opposition à une tentative d'exclusion injustifiable

DANS le dernier numéro de « la Verité » nous avons relaté comment la cellule du P.C.F. ayant entrepris d'exclure un travailleur Syndic de la C.G.T. Nous avions publié la lettre de cet ouvrier.

Depuis, la cellule du P.C.F. se couvrant du nom de la section syndicale publia son explication dans un tract l'accusant : 1° d'avoir pris la parole devant ses camarades; 2° de dire que le comité d'unité d'action « devait être en dehors de tout syndicat » ; 3° de diffuser le journal « l'Unité » ; 4° de développer une campagne inspirée par la presse et les milieux réactionnaires et fascistes.

Le tract conclut insidieusement : « Elle appelle les travailleurs syndiqués ou non à renforcer plus que jamais leur unité au moment où la PAIX est menacée, la section syndicale appelle les ouvriers à être vigilants afin de faire échouer les manœuvres des réactionnaires et fascistes qui pourraient se glisser dans l'organisation, et par des manœuvres, de désigner à la répression gouvernementale les meilleurs de nos militants qui luttent chaque jour pour nos revendications et la PAIX. »

La réponse à cette infamie, ce n'est pas Syndic qui l'a faite, mais un large groupe de travailleurs de chez Facel, de toute opinion, C.G.T. et inorganisés. Elle dit notamment : « Notant tout d'abord qu'il n'a pas été répondu à l'accusation que Syndic avait portée, à savoir le bureau syndical n'a pas décidé le premier. Les auteurs du tract ont donné la preuve eux-mêmes, puisqu'ils déclarent que le bureau s'est réuni le 3 janvier alors que la décision d'exclusion a été notifiée à Syndic le 29 décembre. »

« Toute l'action de Syndic, tant chez Facel qu'ailleurs, démontre le caractère ignominieux de cette accusation illicite et provocatrice. Syndic a participé activement à toutes les luttes revendicatives depuis des années. C'est pour cette raison que la répression gouvernementale s'est abattue sur lui, le condamnant à la prison en 1947, sous l'accusation favorable des réactionnaires; atteinte à la liberté du travail. »

« Est-il interdit à un syndiqué de prendre la parole devant ses camarades ? Une simple prise de parole jetterait le trouble dans les esprits. Cette façon d'appréhender la liberté de parole et la démocratie ouvrière prouve en vérité beaucoup de mépris envers les travailleurs. C'est revient à dire que les accusations de déterminer eux-mêmes ce qui est le plus juste et le plus efficace. »

La proposition des auteurs du tract est en fin de compte ; approuvez ou laissez-vous.

DE TELLES PRAVIQUES DETROISENT TOUJOURS POSSIBILITE D'UNITE ET AFFAIBLISSEMENT DU SYNDICAT.

Est-ce donc être possible de la commission de contrôle que de déclarer que le comité d'unité d'action doit être indépendant de tout syndicat ? Voyons ce que déclare Benoit Frachon, secrétaire général de la C.G.T. au comité central de la région des 11 et 12 octobre 1950 : « La meilleure forme d'organisation de l'unité d'action dans une entreprise est l'élection par l'ensemble du personnel de délégués constituant le comité d'unité d'action qui rend compte de son activité et de la façon dont il remplit le mandat qui lui est confié. Nous connaissons des exemples où des camarades se croiraient déshonorés, se considéraient comme des opportunistes et acceptaient de participer à un comité d'unité d'action où tous les mots d'ordre de la C.G.T. ne seraient pas acceptés. Les camarades portent un très grand préjudice au développement de l'unité d'action et de l'action des masses. »

Y'a-t-il fallor exclure Frachon ?

C'est parce que Syndic avait eu une fois lors de la constitution du comité d'unité d'action de la région des 11 et 12 octobre 1950, le meilleur moyen de réaliser l'unité d'action qu'il fut des propositions qui au fond ne se distinguent en rien de celles de Frachon.

C'est parce que certains des dirigeants syndicaux ont voulu faire de ce comité un simple organe de la C.G.T., le nom en moins, destiné à « aider » les autres syndicats à réunir les travailleurs de toutes tendances que ce comité est mort, après avoir été réduit à l'impuissance. Les responsables de ce état de chose portent en vérité un lourd préjudice au développement de l'unité d'action.

Il n'y a pas d'unité d'action sans libre confrontation des idées.

Il n'y aura pas de syndicat réunissant tous les travailleurs pour leurs revendications sans démocratie et sans liberté d'expression.

Les années passées semblent nous rien apprendre. Les dirigeants syndicaux qui considèrent leur syndicat comme une chasse gardée. Quand un journal dont il est question, Syndic diffuse « l'Unité », d'autres diffusent « La Vie Ouvrière ». Les lecteurs de choisir, à eux de juger qui exprime le mieux leurs aspirations et leurs intérêts.

Quand Syndic défend ses idées c'est le plus élémentaire de ses droits. On peut être en accord ou en désaccord sur ce qu'il dit mais rien ne justifie l'exclusion et encore moins la censure.

Si nous prouvons encore une fois ce débat devant les travailleurs de l'entreprise, c'est que nous sommes certains que ces propositions de la répartition des méthodes de colonnes et de messages ne peut que servir la réalisation de l'unité ouvrière dans un succès de nos luttes.

Est-il besoin de commenter ces documents pour démontrer la justice de notre lutte pour le droit de libre expression pour tous les travailleurs l'unité d'action dans une réunion publique et contradictoire.

Une grève

« pour le communiqué »

DES 18 h. 45, la salle Lacaze est archicomble. 2 000 à 3 000 travailleurs de la région parisienne, un millier d'autres se pressent dans le hall et sous la voûte de l'entrée du 84, rue Jean-Pierre-Timbaud.

La tribune est parée d'immenses drapeaux tricolores. Les drapeaux rouges sont absents. Une bande sur « le réarmement allemand, menace pour la sécurité française » surplombe la tribune.

Il est 19 heures. Un représentant du comité d'action de chez Hotchkiss-Barrage ouvre la réunion par un rapport sur ce comité et sur la situation générale. Ce comité, composé avec des C.G.T., des chrétiens, des socialistes, a réuni les travailleurs de l'usine et ceux-ci proposent aux travailleurs de Paris de manifester mardi à 11 heures contre la venue dans cette ville du général Eisenhower.

Tout au long de son exposé il dénonce le réarmement allemand, les nazis appelés à commander l'armée française, avec à leur tête le général Eisenhower, et développe les thèmes exposés dans « l'Humanité » du matin.

Il soumet à l'assemblée une résolution qui sera publiée le lendemain pour appeler les travailleurs au débrayage et qui résume son discours. Raymond Guyot monte à la tribune, salué par des applaudissements sans fin. Il propose des amendements à la résolution dans le genre de « Rentrez chez vous, Eisenhower, et renvoyez ». Il demande d'ajouter la dénonciation du fait que l'armée nationale va être commandée par un général étranger.

Les applaudissements répétés recommencent et sont maintenant rythmés, ce qui pourrait faire croire à une atmosphère de réarmement dans la salle. En réalité, les travailleurs qui sont venus sont extrêmement préoccupés. L'annonce faite par R. Guyot du progrès constant des « forces de paix » ne semble pas convaincre outre mesure l'assistance. A plusieurs reprises dans son discours il fait appel aux militants du P.C.F. « Hommes et femmes communistes je vous demande de faire votre devoir, tout votre devoir, plus que votre devoir pour faire de cette manifestation une victoire complète. »

Le président demande si quelqu'un veut faire des observations sur la résolution. Un travailleur vient expliquer comment il a réuni une assemblée dans l'usine.

La parole est donnée ensuite à Hénaiff qui recommence le thème bien connu « les nazis c'est de l'armée française ». Il faut signer et faire signer le bulletin des partisans de la paix. « Eisenhower rentrez chez vous ! Nous n'acceptons pas qu'un général étranger vienne commander les forces armées nationales ! »

A 19 h. 30, des travailleurs quittent la salle. Un ou deux militants prennent la parole pour appeler à tout faire pour que ce réarmement et la manifestation soient un succès.

A 19 h. 45, beaucoup de travailleurs s'en vont.

Le président ne prend même pas la peine de mettre au vote la résolution soumise par R. Guyot. Aucune tentative de discuter de la situation réelle des usines et pourtant les dirigeants tels que Hénaiff ou R. Guyot la connaissent, cette situation. Ils savent qu'elle n'est pas celle qu'ils ont décrite. Beaucoup de militants assentent que le débrayage sera partiel, très partiel et très bref. Ils attendent parce que la réunion n'est pas celle où l'on vient pour prendre une décision mais pour plebisciter, un mot d'ordre lancé par la direction du P.C.F.

Le résultat, chacun le connaît maintenant.

(Correspondant.)

Le Gérant : JULIA Imp. Spéc. de « LA VERITE » R.O. - G.D. - F. D. - P. 19

Chez HOTCHKISS

EMER chez Hotchkiss, qui prit l'initiative du mouvement, ce n'est pas réellement la volonté des travailleurs qui fut exprimée.

« Le Comité de défense de la paix n'a jamais été très actif chez nous et il est composé en majorité de membres du P.C.F. De plus, le secrétaire de la section P.C.F. de Saint-Denis, Bivout, travaille chez Hotchkiss. Si il est vrai que l'appel fut adopté par le Comité de paix, ça ne prouve donc pas grand-chose. »

Il est vrai également que cet appel fut émis soutenu par la majorité des ouvriers de l'usine. Mais ce que personne n'a dit c'est que le Comité d'action qui a repris cet appel ne demandait pas aux ouvriers de décider eux-mêmes ce qu'ils voulaient faire mais seulement d'approuver. Et surtout ce qui est plus grave c'est qu'il y avait parmi les ouvriers une forte opposition contre le nom de patriotique donné à la grève. Il a fallu des discussions et des discussions et on n'a pas tenu compte de cette opposition car l'action et son nom avaient été décidés ailleurs. »

(Correspondant.)

ES radios de Prague, Bucarest, etc... parlèrent de centaines de milliers de grévistes à Paris lors de la grève du 9 janvier contre Eisenhower. A quel servent ces mensonges ? Pourquoi ne pas utiliser cet énorme appareil de propagande dans une campagne pour l'Unité d'Action décidée et contrôlée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes ?

Chez UNIC (Puteaux)

Le matin à l'arrivée au boulot, les travailleurs de l'usine apprennent la décision prise rue J.P. Timbaud. L'atmosphère n'est pas chaude. Des membres du P.C.F. s'engueulent entre eux. A partir de 10 h. 30, les secrétaires syndicaux se transforment en comités dans l'usine A pour finalement aboutir à 11 heures à une réunion dans la cour groupant 25 ou 30 ouvriers sur 4 ou 500. La proposition d'un militant du P.C.I. d'organiser un débrayage dans l'usine et de proposer aux travailleurs une résolution susceptible d'associer tous les salariés de l'usine, est repoussée.

A l'usine B la plus grande partie a débrayé sans enthousiasme d'ailleurs. Une majorité n'a pas repris le travail avant midi.

En somme un grand succès ! Mais pourquoi les militants du P.C.F. sont-ils obligés de batailler, comme à l'usine A, pour faire appliquer la politique de leur parti ?

(Correspondant.)

Qui paye la guerre ?

BASE 100 EN 1938	Juillet 1950	Avr. 1950	Sept. 1950	Oct. 1950	Nov. 1950	Déc. 1950
Indice des prix de détail à Paris						
34 articles	1825	1925	2007	2043	2055	2075
29 articles d'alimentation	1704	1744	1855	1901	1930	1937
4 articles chauffage et éclairage	1514	1514	1640	1640	1640	1640
Indice des produits alimentaires	1781	1819	1781	1730	1805	1871
Matières premières	2320	2714	2802	2561	2582	3080

La hausse des matières premières laisse présager une continuation de la hausse du coût de la vie. Seuls l'union des travailleurs les débarrassera du fardeau des frais des guerres impérialistes actuelles et en préparation.